

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie
relative à la commercialisation des capacités de transport
entre les zones Nord et Sud de GRTgaz
-- Réponses de l'UNIDEN --

Question 1 : *Aucun retard n'est à ce jour anticipé pour la mise en œuvre de la fusion des zones. Considérez-vous néanmoins qu'il est souhaitable de commercialiser des capacités à la liaison Nord-Sud après septembre 2018 ?*

L'UNIDEN n'émet pas d'opposition à une commercialisation des capacités annuelles Nord-Sud jusqu'au 30 Septembre 2019, dans la mesure où c'est sans conséquence négative possible.

Question 2 : *Etes-vous favorable aux échéances de commercialisation des capacités annuelles à la liaison Nord-Sud telles qu'envisagées par GRTgaz, ou préférez-vous la solution visant à lisser les ventes de capacités annuelles sur trois ans ?*

L'UNIDEN est plutôt en faveur de l'option de la CRE, lissant dans le temps le figeage progressif des souscriptions des capacités Nord-Sud.

Question 3 : *Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz de ne déclencher la vente de capacités interruptibles que si au moins 95% des capacités fermes proposées à la vente ont été souscrites ?*
Oui.

Question 4 : *Etes-vous favorable à la décision prise par GRTgaz ne plus commercialiser de capacités interruptibles trimestrielles et mensuelles ?*

Si les capacités interruptibles annuelles/trimestrielles/mensuelles se vendent incomplètement, c'est en partie dû au fait que leur prix de réserve est jugé trop élevé au regard de leur probabilité de disponibilité. L'UNIDEN reformule donc la demande que ces tarifs régulés soient réduits de 50% dès que possible compte-tenu que le contexte Nord-Sud a changé (la quantité de GNL importée à Fos étant revenue à un niveau plus élevé/normal qu'en 2013-2014). Au-delà du rappel de notre demande, nous ne sommes pas défavorables à la proposition GRTGaz de ne plus commercialiser de capacités interruptibles trimestrielles et mensuelles.

Question 5 : *Etes-vous favorable au maintien du mode de commercialisation des capacités invendues en produits court terme mis en place au 8 octobre 2015 ?*

L'UNIDEN est favorable au mode de commercialisation court terme en vigueur depuis Octobre 2015, et donc à son maintien.

Question 6 : *Souhaitez-vous que les canaux de commercialisation des capacités court terme soient rationalisés? Si oui, êtes-vous favorable, comme la CRE à ce stade, à l'option 1 « chemin vers la fusion », ou à l'option 2, « 100% PRISMA »?*

Au-delà de rationaliser par anticipation les « canaux de commercialisation » (ce à quoi on ne peut qu'être favorable a priori à l'aube de la fusion), il nous semble que la question porte aussi sur un changement plus majeur : le passage anticipé (ou non) d'un processus avec un prix de réserve vers un nouveau (le market coupling) sans prix de réserve. En effet on ne peut pas totalement exclure que le choix de cette option dite « chemin vers la fusion » ait comme conséquence à brève échéance une décroissance significative et rapide des souscriptions (pluri-)annuelles /trimestrielles /mensuelles, ceci afin de bénéficier de l'absence de prix de réserve du couplage de marché, ...ce qui n'améliorerait pas vraiment la vision au quotidien de l'ensemble des acteurs . Pour autant notre anticipation est qu'un certain nombre d'acteurs préféreront quand même limiter leurs risques en réservant une part de capacités annuelles/trimestrielles/mensuelles malgré la latitude nouvelle.

A contrario de notre réserve précédente, ce changement (vers un processus sans prix de réserve) pourrait effectivement réduire le spread Nord-Sud.

Donc globalement à ce stade, l'UNIDEN opérerait effectivement pour une rationalisation des canaux de commercialisation des capacités court terme, et dans ce cadre privilégierait l'option 1 « chemin vers la fusion », en rappelant cependant que le choix de cette option 1 sera d'autant plus pertinent que les prix de réserves auront été réduits simultanément (ce qui dissuaderait en effet d'une décroissance trop brutale des souscriptions moyen terme).

Question 7 : *Etes-vous favorable à la reconduction du JTS en 2016 et jusqu'à la création d'une zone de marché unique en 2018?*

Oui.
